



HAL
open science

La politisation de l'ordinaire : Enjeux et limites de la mobilisation numérique

Paola Sedda

► **To cite this version:**

Paola Sedda. La politisation de l'ordinaire : Enjeux et limites de la mobilisation numérique. Sciences de la société : Les cahiers du LERASS, 2015, Médias, engagements, mouvements sociaux, 94, pp.157-175. 10.4000/sds.2521 . hal-01710703

HAL Id: hal-01710703

<https://hal.science/hal-01710703>

Submitted on 16 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La politisation de l'ordinaire : Enjeux et limites de la mobilisation numérique

Paola Sedda

**Maître de conférences à l'Université de Bourgogne Franche-Comté
Laboratoire CIMEOS**

Résumé

Cet article interroge le processus de politisation des pratiques numériques ordinaires ainsi que son rôle dans la formation des nouveaux collectifs contestataires. L'intérêt de ce travail est constitué par le choix d'un cadre d'analyse original visant à souligner la complémentarité entre des perspectives théoriques rarement mises en regard. En encourageant un rapprochement entre la sociologie des mouvements sociaux, la Théorie critique et les travaux portant sur les pratiques informationnelles, l'auteur élabore une approche nouvelle de la mobilisation informationnelle non plus uniquement axée sur l'usage militant des médias mais sur l'émergence d'une posture de plus en plus engagée du citoyen face au monde informationnel. Tout en adoptant une approche critique, ce travail révèle l'importance revêtue par les « pratiques info-communicationnelles résistantes » dans les processus de mobilisation et de construction des nouveaux cadres contestataires.

Mots-clés

Mobilisation sociale ; mouvements sociaux ; pratiques informationnelles ; cyber-activisme ; communication numérique ; espace public ; engagement citoyen ; participation par le bas.

The politicization of the ordinary: strengths and weaknesses of digital mobilisation

Abstract

This article examines the politicization processes of ordinary digital practices as well as its role in the constitution of new protester groups. Its interest is also represented by the construction of an original theoretical framework aiming to underline the complementarity between different theoretical perspectives. By encouraging a connection between the sociology of social movements, the critical Theory and the studies of “information practices”, the author elaborates a new approach to mobilisation focused on the emergence of a more and more citizen's engaged position with regard to the “information world” and not only based on militant uses of the media. While claiming a critical approach, the enquiry shows the role played by the “resistant info-communication practices” in the construction of new “collective action frames”.

Keywords

social mobilisation; social movements; information behaviour; cyber-activism; digital communication; public sphere; citizen engagement; bottom-up participation.

La politización del ordinario : fuerzas y debilidades de la movilización digital

Resumen

Este artículo cuestiona el proceso de politización de las prácticas digitales ordinarias y su rol en la formación de nuevos colectivos contestarios. El interés de este trabajo reside en la elección de un marco de análisis original que subraya la complementariedad entre perspectivas teóricas raramente comparadas. Dicho de otra manera, la autora reúne la sociología de los movimientos sociales, la Teoría crítica y los trabajos sobre las “prácticas de la información”, para elaborar un nuevo enfoque del estudio de la movilización virtual : no sólo toma en cuenta el uso militante de los medios, sino que además se interesa a la postura cada vez más comprometida de los ciudadanos frente a la información periodística. Adoptando un enfoque crítico, este trabajo revela la importancia acordada por las « prácticas info-comunicativas de resistencia » en el proceso de movilización y construcción de nuevos marcos de contestación.

Palabras claves

movilización social; movimientos sociales; practicas de la información; cyber-activismo; comunicación digital; espacio publico; compromiso ciudadano; participación *bottom-up*.

Introduction

Le réseau Internet semble s'imposer progressivement comme le terreau privilégié pour la construction de la critique sociale. Apparue dans un monde désenchanté où les vieilles utopies du siècle précédent étaient à l'agonie, Internet a accentué la tendance de l'homme moderne à voir dans le progrès technique une sorte d'autonomie et de potentialité créatrice et transformatrice. Ainsi, l'époque actuelle, étant objectivement celle où le rythme de l'innovation techno-communicationnelle a atteint un degré de renouvellement historique exceptionnel, a donné lieu à une nouvelle envolée des discours techno-déterministes.

A l'opposé de ce déterminisme technologique, raffiné ou vulgaire, existe toutefois une approche plus prudente, plus « modérée », qui consiste à lancer un regard transversal sur les transformations en cours pour en déceler les différents facteurs, *dont* l'aspect technologique¹. Il ne s'agit alors pas de nier l'influence de l'accélération technique sur les processus de rupture et de transformation actuels mais de la considérer elle-même comme « une conséquence de préconditions culturelles, économiques et socio-structurelles » (Rosa, 2010 : 125). En adoptant ce regard critique, nous avons du même coup déplacé notre attention de l'outil et de ses mythes vers les constructions sociales et les pratiques effectives auxquelles il donne lieu. Notre approche se fonde ainsi sur une réflexion autour du concept de « pratique info-communicationnelle résistante » privilégié à la notion plus courante d'« usage militant » d'Internet (Granjon, 2001 ; George, 2003). En effet, malgré la présence d'une riche littérature s'intéressant à l'impact d'Internet sur l'évolution des formes de militantisme, nous avons constaté que de nombreux spécialistes se sont intéressés à l'usage des nouveaux médias de la part de mouvements s'étant préalablement constitués dans l'espace physique (Granjon 2001 ; Castells, 2009).

L'ensemble des études consacré au *cyber-activisme* souligne les modalités avec lesquelles le réseau Internet contribue à faire évoluer les dynamiques de la mobilisation, à élargir les

¹ En refusant la *doxa* de la rupture d'époque, Bernard Miège préfère par exemple parler de *l'informationnalisme* comme d'un processus en cours dont l'aboutissement est encore incertain. Tout en reconnaissant l'impact de « l'ordre informationnel » dans presque toutes les activités sociales, ce dernier n'est pas censé pour autant révolutionner les rapports sociaux dominants ou imposer un mode de développement différent de celui du capitalisme monopolistique (Miège, 2000 : 9).

modes d'accès et de prise de parole dans l'espace public et à favoriser de nouvelles formes de participation citoyenne (Melucci, 1996 ; Neveu, 1999; Flichy, 2008 ; Dahlgren, 2009 ; Cardon, 2010 ; Monnoyer-Smith, 2011). En tant que nouvelle infrastructure de l'action collective, Internet semblerait encourager le développement d'une forme de militantisme en réseau, axée sur la coordination des compétences individuelles, sur l'action plutôt que sur l'adhésion idéologique et caractérisée par une variation constante du niveau d'engagement et de la nature du projet contestataire (Ion, 1997 ; Boltanski et Chiapello, 1999 : 431-435 ; Granjon, 2001).

Or, l'observation de l' « Internet contestataire »² italien suggère que les pratiques numériques de certains *info-nautes* peuvent stimuler de nouveaux processus de socialisation politique et favoriser le déclenchement de l'action collective. En effet, la plateforme numérique qui fait l'objet de notre enquête (le groupe Facebook du collectif du *NoBerlusconiDay*) ne s'est pas constituée à partir d'un projet militant établi en amont mais elle représentait un espace ordinaire du Web social. C'est donc par le biais d'un phénomène de politisation des pratiques info-communicationnelles des usagers que cet espace numérique a donné lieu à la constitution d'un mouvement social : le *Peuple des violets*. En se mouvant dans l'espace fluide des approches anti-hégémoniques et expressivistes de la communication (Cardon et Granjon, 2010), cette plateforme est emblématique d'un processus progressif d'éclatement et d'individualisation des pratiques de *médiactivisme* (Cardon et Granjon, 2003 ; Cardon, 2013). Loin d'être une simple conséquence du progrès technique, cette centralité de la dimension info-communicationnelle au sein des nouveaux collectifs militants s'accompagne d'un processus plus large de mutation des formes de l'engagement politique.

L'évolution du « champ contestataire »³ est en effet avant tout liée aux phénomènes de désaffection citoyenne à l'égard de la sphère politique officielle (Rosanvallon, 2006 ; Mathieu, 2011), eux-mêmes engendrés par le processus de rationalisation progressive des institutions (Weber, 1948 ; Habermas, 1987 ; Giddens, 1994). Si on put d'abord croire que l'attitude du citoyen allait être passive et *anémique*, précisément en conséquence de la défiance

² En calquant le concept d' « Internet militant » de Fabien Granjon, nous définissons l' « Internet contestataire » comme l'un des lieux de déploiement de la « politique contestataire ». Si l' « Internet militant » constitue le lieu idéal pour l'actualisation des nouvelles formes de militantisme (Granjon, 2001), l' « Internet contestataire » constitue un espace fluide dans lequel se produisent des solidarités collectives changeantes et agissant d'une manière ponctuelle. En effet, cette expression se réfère également à un processus de basculement de la « contestation politique » aux « politiques de la contestation », « contentious politics », indiquant un ensemble de « phénomènes contestataires épisodiques plutôt que continus, se déroulant en public et engageant le gouvernement en tant que médiateur, cible ou requérant » (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001 : 5).

³ La notion de « champ contestataire » fait référence au concept de « champ militant » élaboré par Cécile Péchu (Péchu, 2006). Conformément à l'idée qui a émergé dans la littérature consacrée aux mouvements sociaux, nous allons donc considérer le « champ contestataire » comme un univers politique et social spécifique et capable de produire un ensemble de pratiques propres.

grandissante à l'égard de *la* politique, l'actuel foisonnement de nouveaux collectifs contestataires⁴ indique peut-être qu'un renouveau *du* sens politique est possible⁵.

Esquisse d'une théorie critique de la mobilisation

La sensation d'être confrontés à des phénomènes complexes qui ne peuvent pas être observés avec une approche statique nous a poussés à faire un rapprochement entre trois perspectives théoriques distinctes : la sociologie des mouvements sociaux (Tarrow, 1989 ; Tarrow et Tilly, 2008 ; Benford et Snow, 2000), l'étude des « pratiques informationnelles » (Chaudiron et Ihadjadene, 2010 ; Dervin, 1983 ; Burnett et Jaeger, 2008) et l'approche communicationnelle de l'espace public (Habermas, 1987 ; Miège, 2010).

En effet, si les pratiques info-communicationnelles des usagers d'Internet semblent avoir un rôle actif dans l'évolution des formes de l'engagement, les labels anglo-saxons du « information behaviour », auxquels se rattache le courant français des « pratiques informationnelles », ont souvent négligé leur impact sur l'ensemble des pratiques sociales. De son côté, la sociologie des mouvements sociaux, permettant d'analyser les modèles organisationnels (Gamson, 1975), l'incidence du contexte politique (Oberschall, 1973 ; Tilly, 1976) et les processus de construction des cadres contestataires (Benford et Snow, 2000), n'explique pas comment, dans une société de plus en plus individualisée, des sujets dispersés arrivent à partager une vision de la réalité, à produire collectivement des ressources et à se mobiliser. Enfin, le recours à la théorie critique d'Habermas nous a permis d'éviter de rester cantonnés aux mécanismes internes aux mouvements sociaux et de situer leur action communicationnelle à l'intérieure de dynamiques plus larges structurant les processus de formation de l'opinion politique.

Certains travaux portant sur le « comportement informationnel » suggèrent que les activités liées à l'information contribuent à donner un sens à notre réalité⁶ (Dervin, 1983) ; autrement dit, elles relèvent d'une vision du monde et d'une attitude spécifique de l'utilisateur face au contexte socio-politique qui l'entoure. D'autres travaux (Chatman 1992 ; 1996 ; Ihadjadene et Favier, 2009 ; Granjon, 2012) suggèrent que la position occupée par l'individu à l'intérieur du contexte normatif (en tant qu'*insider* ou *outsider*) conditionne ses pratiques informationnelles et la valeur qu'il attribue à l'information. Ces contributions pointent le fait que l'insertion dans un groupe social donné détermine l'activation de pratiques info-communicationnelles spécifiques, ou bien de non-pratiques. Ces études, concernant les populations à faibles ressources, peuvent être élargies à d'autres typologies de groupes, telle est l'ambition de notre travail.

⁴ Du *Printemps arabe* aux *Indignés* en passant par le collectif américain *Occupy Wall Street*, le « champ des mouvements sociaux » (Mauger, 2003) se développe par le biais de la création d'espaces de débat citoyens essentiellement axés autour des thématiques liées à la participation démocratique (Della Porta et Diani, 1999). Caractérisés par une forme d'apolitisme politisé et tout en constituant des « zones démocratiques autonomes » (Bey, 2002), ces espaces essaient d'investir la « sphère publique transnationale » (Georges, 2003).

⁵ En nous inspirant de la philosophie de l'émancipation de Jacques Rancière, nous proposons une distinction entre *la* politique et *le* politique. Le premier terme est associé au concept de « police », l'exercice du contrôle social qui organise le rassemblement des êtres humains en communauté, tandis que le deuxième concerne les dynamiques de l'émancipation ayant comme but le dévoilement de la réalité de l'ordre social et l'affirmation du principe d'égalité des intelligences (Rancière, 1998). *La* politique acquiert donc son sens en se ressourçant dans *le* politique, en puisant dans ce qui est produit à ses limites.

⁶ La «sens-making theory» de Brenda Dervin doit être conçue comme un outil humain voué à donner un sens à une réalité à la fois chaotique et ordonnée (Dervin, 1983). Dans une situation se manifestant dans un espace-temps donné, les activités informationnelles constituent un processus de construction de sens, un pont symbolisant les moyens utilisés pour combler le fossé informationnel de départ.

Les pratiques informationnelles, centrées sur l'homme et le sens qu'il attribue à ses actions⁷ (Chaudiron et Ihadjadene, 2010), concernent l'ensemble des ressources, des outils, des compétences, des activités symboliques et cognitives qui sont mobilisés dans le processus de recherche et d'usage de l'information⁸ (Ihadjadene, 2009). Par définition, les pratiques ne se rapportent pas à un outil précis ou à un cadre social et culturel large défini d'une manière stable mais relèvent plutôt des approches, à la fois formelles et informelles, que les sujets peuvent manifester à l'égard des processus informationnels. En d'autres mots, le concept de « pratique » permet plus aisément de se focaliser sur la valeur, politique, culturelle ou sociale, que le sujet attribue aux actions produites dans l'espace informationnel. L'ensemble de ces pratiques, débordant le domaine de la recherche de l'information, se déploie dans un environnement communicationnel propre où les dynamiques d'influence et d'échange contribuent à les forger et à les faire évoluer.

Les interactions qui se produisent dans l'environnement numérique favorisent alors la constitution de nouveaux « mondes informationnels » et, donc, de nouveaux espaces voués au débat public⁹ (Burnett et Jaeger, 2008). Dans cette perspective, l'acte de produire, partager et discuter autour de l'information journalistique devient un moyen de s'investir dans la société et d'y apporter un regard critique. Le recours au concept englobant de « pratique info-communicationnelle » nous a donc permis de capturer le caractère évolutif de ce processus et de déceler les mécanismes qui peuvent amener un ensemble de pratiques devenues routinières à prendre une dimension résistante.

En s'appuyant également sur la théorie critique d'Habermas, notre approche de la « mobilisation informationnelle » (Cardon et Granjon, 2010) nous a amené, non seulement à faire la jonction entre le niveau micro-social et macro-social, mais surtout à prendre en compte les entraves structurelles pouvant désamorcer les projets de politisation des acteurs. En revitalisant le cadre pessimiste d'Adorno et Horkheimer, l'approche d'Habermas nous invite à considérer l'environnement médiatique selon une logique conflictuelle où les espaces de résistance sont constamment affaiblis par des mécanismes de domination et de marchandisation¹⁰. Dans les sociétés capitalistes avancées, la rationalité instrumentale dépasse les champs économiques et administratifs pour s'infiltrer dans les domaines structurés par la

⁷ Certains spécialistes soulignent que la différence entre le concept de « pratique » et celui d' « usage » de l'information ne se fonde pas tant sur l'objet d'étude mais sur le regard qui est porté au monde empirique. En ce sens, « l'usage » serait une notion centrée sur les relations homme-machine dans leurs implications sociales, culturelles ou politiques (Breton et Proulx, 2006) tandis que la « pratique » concernerait plutôt « un regard sur l'homme, sur la signification et l'évolution du sens attribué à ses actions » (Chaudiron, Ihadjadene, 2010 : 4).

⁸ Nous faisons référence à la définition formulée par Madjid Ihadjadene selon lequel les pratiques informationnelles désignent la manière dont « l'ensemble des dispositifs, des sources, des outils, des compétences cognitives sont effectivement mobilisés dans les différentes situations de production, de recherche et de traitement de l'information » (Ihadjadene, 2009).

⁹ Burnett et Jaeger proposent de créer un pont entre deux outils théoriques qu'ils considèrent comme complémentaires : le concept de « monde vécu » de Jürgen Habermas et celui de « petit monde » d'Elfreda Chatman. L'utilisation conjointe des deux concepts permet une meilleure compréhension du comportement informationnel des acteurs en relation aux phénomènes de circulation de l'information dans la sphère publique (Burnett et Jaeger, 2008).

¹⁰ Selon le philosophe, la domination s'exerce à travers la privation, subie par les acteurs, du « contexte de sens de leurs propres actions » (Habermas, 1987 : 332).

communication. Ce déplacement est défini par Habermas dans les termes d'une « colonisation interne » engendrant des bouleversements dans la reproduction symbolique du « monde vécu ». Habermas souligne donc la nécessité de distinguer les systèmes d'action de l'État et du marché des contextes de « l'agir communicationnel »¹¹. Le philosophe voit, dans les sphères de la communication et de la culture, un double potentiel autoritaire et d'émancipation (Habermas, 1987 : 430).

En stimulant la construction d'un paradigme critique axé autour de l'activité communicationnelle, l'approche d'Habermas a donné une contribution déterminante à l'évolution des recherches en sciences sociales. En effet, c'est à partir de ce tournant théorique que les études de la communication se sont recentrées progressivement sur les activités pratiques, les usages, les modes d'appropriation de la technique et les critiques ordinaires formulées par les acteurs (Voirol, 2014).

En prenant appui sur ce cadre hétéroclite, notre travail propose donc un nouveau regard sur « l'Internet contestataire », non plus envisagé uniquement en tant qu'espace voué au recrutement et à la coordination des actions collectives, mais également comme l'un des lieux de construction discursive de la critique.

L'espace de la contestation : Le collectif du *NoBerlusconiDay*

Naissance d'un mouvement numérique

La dialectique habermassienne est d'autant plus visible dans les pays où, en raison de spécificités historiques ou politiques, la défiance citoyenne vis-à-vis des institutions et du système médiatique est d'avantage exacerbée. L'Italie, pays historiquement très politisé et présentant un certain nombre d'anomalies par rapport aux autres puissances occidentales¹², a constitué un contexte stimulant pour observer les dynamiques de l'action contestataire. En effet, avec la généralisation des technologies d'Internet, de nombreuses initiatives de réappropriation médiatique ont vu le jour en Italie.

L'une des plus représentatives a explosé en décembre 2009, à l'occasion du rejet de la proposition de loi sur l'immunité parlementaire¹³ de la part de la Cour Constitutionnelle.

¹¹ En intégrant la problématique de la réification dans une théorie de la communication, Habermas propose de concevoir la société à travers le double concept de « monde vécu » et de « système » (Habermas, 1987 : 132-133). Le « système » est représenté par les appareils institutionnels et économiques. Le « monde vécu », constitue le contexte de « l'agir communicationnel », il est le lieu transcendantal de l'intercompréhension où locuteur et auditeur échangent, à partir de leur monde commun, sur une réalité du monde objectif, social ou subjectif (Habermas, 1987 : 139). « L' agir communicationnel », visant l'entente communicationnelle entre les locuteurs, sert à transmettre et à renouveler le savoir culturel, à intégrer socialement, à établir des solidarités et à former des identités personnelles (Habermas, 1987 : 152).

¹² Les défaillances de l'État italien, la plaie des mafias, la corruption généralisée et la fracture économique qui sépare le Nord du Sud du pays contribuent à entamer le fonctionnement de la représentativité. Selon différents observateurs, la jeune République italienne, contrairement au modèle de la République française, constituerait un système politique ouvert et décentralisé précisément parce que les tensions entre le centre et la périphérie n'ont pas été réglées (Tarrow et Klandermans, 1988). Bien que stimulante, cette approche risque d'engendrer une vision statique et mécaniste des États et de leur influence sur les mouvements sociaux. Nous avons donc préféré embrasser différents aspects contextuels et conjoncturels comme le système des médias, l'évolution des comportements informationnels ainsi que les fluctuations du cadre politique.

¹³ Le projet de loi connu comme le « Lodo Alfano » avait introduit l'immunité parlementaire pour les quatre principales charges publiques (le Président de la République, le Président du Conseil et les Présidents de la Chambre des députés et du Sénat).

Enflammant le débat sur Internet, les échanges autour de cette décision ont débouché sur la création d'un collectif sur Facebook et puis d'une manifestation populaire réclamant la démission du Prédident du conseil de l'époque, Silvio Berlusconi.

Afin de porter un éclairage sur le rôle revêtu par les pratiques info-communicationnelles des usagers dans le déclenchement et la coordination de la mobilisation, nous avons choisi de récolter les données sur Internet à partir de l'espace numérique ayant donné naissance à l'initiative.

En interrogeant directement le réseau, en collectant les articles de la presse en ligne, les interviews menées auprès des activistes, les contenus des blogs et tous les documents en lien avec la manifestation, nous avons pu reconstituer la genèse du mouvement, en retracer la chronologie et en identifier les instigateurs. La méthodologie a ensuite été construite en combinant la méthode de l'observation directe de la communauté (adhésion au groupe Facebook, consultation quotidienne, participation aux échanges numériques avec les sympathisants) et les méthodes de l'analyse de contenu. Cette dernière a concerné à la fois la dimension structurelle de la plate-forme (organisation du contenu, création de groupes locaux et de liens) et la dimension discursive (analyse qualitative menée sur un corpus de posts publiés dans le groupe Facebook au cours des deux semaines se situant à cheval de la date de l'événement). Les posts et les commentaires associés ont été sauvegardés et stockés manuellement à partir de la date de publication. Le choix de l'axe temporel nous a permis de porter notre attention à la fois à la dimension organisationnelle et symbolique du mouvement, aux pratiques numériques visant la propagation de la mobilisation et à celles plus réflexives présentant un bilan de l'initiative et/ou des propositions pour le futur. L'observation directe a été facilitée par l'appartenance du chercheur à l'environnement numérique des activistes. De nombreux contacts faisant partie de notre réseau se sont en effet mobilisés pour soutenir l'initiative des *violets*. L'immersion dans cette communauté politique a donc été à la fois volontaire et inévitable. La courte période dédiée à l'organisation de l'événement nous a permis de nous distancier du collectif assez rapidement afin de nous pencher dans la phase d'analyse¹⁴.

En ce qui concerne l'analyse du site du *NoBerlusconiDay*¹⁵ (créé par les organisateurs avec l'objectif de contourner les médias officiels) nous avons fait recours aux outils d'analyse d'*Alexa*¹⁶ afin de comprendre quel fut précisément son rôle dans la diffusion et dans l'accès aux informations concernant la manifestation.

Le *No Berlusconi Day*, qui ne sera au final que la seule action consistante du mouvement, se

¹⁴ L'immersion dans le groupe nous a permis de vivre la montée de la mobilisation « en direct ». L'objectif était de se saisir des critiques ordinaires formulées par les acteurs, en évitant donc une démarche surplombante, tout en nous donnant également les moyens critiques pour nous en distancier (Boltanski, 2009).

¹⁵ Le site <http://www.noberlusconiaday.org/> (dernière consultation 17/09/2013) est encore actif. À travers cet outil, le *Peuple des violets* continue à diffuser l'information militante et à proposer des initiatives contestataires. Parmi les dernières actions collectives, nous pouvons évoquer la manifestation qui s'est déroulée à Rome le 7 septembre 2013 pour défendre la constitution italienne. Le *Peuple des violets* affiche les mêmes valeurs défendues par le *Mouvement 5 étoiles* qui est d'ailleurs devenu son principal référent politique. La proximité avec le *Mouvement 5 étoiles* est témoignée par la nature des publications postées sur le groupe ainsi que par la création d'un nouveau blog d'information politique, le *Viola post*, affichant clairement son soutien aux initiatives et aux positions du mouvement du comique Beppe Grillo. Le blog officiel du *Peuple des violets* est consultable à la page <http://violapost.wordpress.com/> (dernière consultation 22/11/2014).

¹⁶ Les services en ligne offerts par *Alexa* (www.alexa.com) permettent d'identifier d'une manière immédiate la *page rank* d'une page web et les informations de base concernant le trafic (comme par exemple le nombre des visiteurs uniques journaliers dans des axes temporels définis, les sections les plus visitées du site, les pourcentages du trafic journalier ...).

révéla un véritable succès en termes de mobilisation et d'affluence. Ce mouvement numérique a vu le jour dans un cadre politique détérioré, amplifié par les médias nationaux et internationaux et vécu alors jusque là presque avec résignation par une bonne partie de la population italienne. L'illégitimité du Président du conseil Berlusconi devenait en effet de plus en plus flagrante, non seulement du fait des différents procès judiciaires dans lesquels il était impliqué mais aussi en raison du conflit d'intérêts qui, depuis sa descente dans l'arène politique en 1994, n'avait cessé de s'aggraver. La présence d'une figure caricaturale qui rendait évident et même éclatant le dysfonctionnement des institutions a amené bon nombre de citoyens à ne plus considérer la démocratie parlementaire comme un système acquis et figé mais aussi comme un terrain de lutte où l'enjeu constant est la sauvegarde de l'esprit des lois.

Logiquement, ces citoyens ont alors été amenés à créer un « espace informationnel oppositionnel »¹⁷ qui, dans le cas de ce collectif, a été hébergé directement au sein du Web social. Le site « *noberlusconiday.org* » a été enregistré le 27 octobre 2009 par Franca Corradini, l'une des blogueuses à la tête du mouvement. Le 9 octobre 2009, une vingtaine de jours avant la création du site, le comité organisateur de l'événement avait créé un groupe satirique sur Facebook réclamant la démission de Berlusconi¹⁸. En moins d'un mois, ce groupe comptait déjà plus de 200 000 adhérents. La page invitait les sympathisants de l'initiative à créer d'autres groupes locaux pour gérer l'organisation de l'événement sur le territoire italien et à l'étranger. Ce qui s'est produit puisque le jour J, l'événement s'est déroulé simultanément dans une centaine de villes italiennes et dans trente-huit villes du monde entier.

L'idée de rassembler les *anti-berlusconiens* numériques pour demander symboliquement la démission du Président du Conseil est donc née de l'initiative d'un groupe de blogueurs italiens. Ces personnes étaient d'illustres inconnus se caractérisant tous par une intense activité sur le web. L'activisme informationnel de ce noyau de départ nous a permis d'en esquisser le portrait. Parmi les promoteurs, il émerge la figure de Franca Corradini, directrice administrative dans l'enseignement secondaire et blogueuse engagée. En 2009, elle animait déjà son blog d'information « *La conoscenza rende liberi* » (« La connaissance nous rend libres »)¹⁹. Plume rebelle et aiguisée, elle continue à publier des contenus engagés, à discuter autour de l'actualité politique et à pourfendre les injustices sociales. Parmi les initiateurs, nous avons également identifié *San Precario*, un nom de scène signifiant le « Saint protecteur des

¹⁷ Le concept d' « espace informationnel oppositionnel » est calqué sur la notion d'« espace public oppositionnel » d'Oskar Negt. En se positionnant dans une perspective dialectique par rapport au concept habermassien de « sphère bourgeoise », Negt a élaboré un nouveau concept d'espace public voué à recueillir et à sédimentier les expériences oppositionnelles et à donner lieu à une délibération permanente au sein des différentes sphères de la société (Negt, 2007). Ce concept décrit bien l'ensemble des espaces contestataires qui, de par leur ton, leur langage ou leurs formes de prise de parole, ne se conforment pas à l'idéal normatif d'espace public élaboré par Habermas.

¹⁸ La page Facebook qui a donné lieu au *NoBerlusconiDay* est consultable à l'adresse <https://www.facebook.com/popviola> (dernière consultation 22/11/2014). Suite à la manifestation, les *violets* ont décidé de migrer sur une autre page (<http://www.facebook.com/no.berlusconi.day?ref=ts>). Ce groupe est encore actif et compte environ quatre cent mille abonnés (dernière consultation 07/07/2014). Cet espace était censé constituer le lieu de développement de la communauté dans la période postérieure à la manifestation. Le groupe originaire a été maintenu volontairement en ligne d'une manière à laisser une trace sur le réseau. Cette démarche démontre aussi que ces mouvements ne font pas abstraction du sens de l'historicité du combat social.

¹⁹ Le blog peut être consulté à la page <https://laconoscenzarendeliberiblog.wordpress.com/> (dernière consultation 22/11/2014). Actuellement, elle anime également un autre blog rattaché au réseau *Blogosfere* et spécialisé dans les thématiques liées à l'éducation (« *A scuola di bugie* », « *À l'école des mensonges* »). Le blog peut être consulté à la page <http://ascuoladibugie.blogosfere.it/author/220/francacorradi> (dernière consultation 22/11/2014).

précaires ». *San Precario* est devenu une célébrité dans l'univers de la blogosphère italienne²⁰ au point que son blog a été hébergé dans le site du quotidien indépendant « Il fatto quotidiano »²¹. Les autres organisateurs sont Franz Mannino, agriculteur diplômé en architecture et, lui aussi, blogueur²² ; Massimo Malerba, rédacteur du site d'information indépendante de l'association « Articolo 21 »²³ et Giuseppe Grisorio, dont l'activité en ligne est reconductible uniquement à l'organisation du *NoBerlusconiDay*. Derrière la production de la contre-information numérique nous retrouvons donc des étudiants, des diplômés, des professionnels ou alors des populations hétérogènes de précaires qui subissent les effets du décalage entre leur situation professionnelle et existentielle et les aspirations que leur ont conférées leurs niveaux d'étude (Cardon, 2013 : 40). La dynamique participative d'Internet est alors révélatrice d'une quête de reconnaissance qui se manifeste par le biais d'une tendance forte à l'individualisation des pratiques de la contre-information.

Dans des contextes socio-politiques particuliers, ces pratiques individuelles peuvent se connecter temporairement et converger dans la constitution d'un projet collectif. La dynamique collective est donc déterminée par la création de solidarités entre des liens faibles dont la rencontre se produit à travers les pratiques d'échange, de diffusion et de partage de l'information indépendante.

La mobilisation du 5 décembre 2009 a donc obéi à une logique horizontale, elle s'est révélée comme le fruit de l'interconnexion momentanée des pratiques des usagers de Facebook.

En effet, l'indignation de ce petit groupe éveilla très vite l'intérêt de la toile. Le groupe reçut ainsi des centaines de milliers de pouces levés. Devant tant de succès et d'adhésion, ce qui n'était au départ que l'expression d'un ras-le-bol, se transforma vite en mouvement organisé actif, coordonnant les ressources en ligne et diffusant l'information militante. Dans la page Facebook qui a hébergé le mouvement, cent trois liens pointaient vers les espaces créés par les comités locaux portant le nom des différentes villes italiennes où aurait lieu le *NoBDay*. Un peu plus bas, se trouvait la liste des liens ajoutés par les résidents à l'étranger, de Madrid à Amsterdam, de Londres à Dakar. La totalité de l'information reliée à l'événement, tant en Italie qu'à l'étranger, a été affichée sur le mur de ce groupe. De cette manière, l'ossature du collectif se fondait sur l'utilisation de deux outils numériques : un support organisationnel et communicationnel, représenté par le réseau Facebook, et un support purement informatif, représenté par le site *noberslusconiday.org*. Si Facebook répondait aux exigences de stimuler la mobilisation, de coordonner les activités et de favoriser l'échange entre les militants, le site visait à fournir une couverture informationnelle de l'événement pour l'internaute lambda en évitant le recours obligé aux sources officielles. Les analyses du trafic fournies par *Alexa* montrent un pic dans le développement de son *traffic rank* italien coïncidant avec la période

²⁰ Son engagement informationnel se décline en deux projet distincts : l'un, « About i quaderni di San Precario » (« About les cahiers de San Precario ») constitue un projet collaboratif et ouvert visant à produire une connaissance autour de la condition existentielle du précaire et l'autre, « About Effimera » (« About Éphémère »), constitue un espace d'élaboration de la critique sociale d'inspiration opéraïste. Les deux espaces sont consultables à l'adresse <http://quaderni.sanprecario.info/> (dernière consultation 20/11/2014).

²¹ <http://www.ilfattoquotidiano.it/blog/sprecario/> (dernière consultation 20/11/2014).

²² <http://chairmag.it/author/franz-mannino/> (dernière consultation 20/11/2014).

²³ L'article 21 de la Constitution italienne établit le principe de la liberté de la pensée. «Articolo 21» est une association de journalistes, écrivains et juristes qui promeuvent ce principe. Leur espace sur le web est consultable à la page <http://www.articolo21.org>. Massimo Malerba a été identifié comme l'un des contributeurs de cet espace dédié à l'information indépendante (ses articles sont consultables à la page <http://www.articolo21.org/author/Massimo-Malerba/>).

qui a précédé l'événement, tandis qu'on observe une chute décisive et en soi logique de la fréquentation dans les semaines qui ont suivi le *NoBDay*. Ces données démontrent également, qu'au-delà de l'environnement de Facebook, cette initiative a réveillé l'intérêt d'autres internautes occasionnels ayant eu accès à ce site à travers les moteurs de recherche. Il y a eu donc une production et une organisation réfléchie du contenu qui a répondu à une demande très forte en information indépendante.

Sur le groupe Facebook, tout le matériel textuel, audio et vidéo était doté des outils qui permettaient son insertion sur d'autres blogs ou sites web. Le tout était donc parfaitement adapté aux techniques de dissémination virale de l'information.

Au fur et à mesure que le soutien des internautes augmentait, ce qui semblait constituer au début une initiative ludique, s'est vite transformé en un projet concret.

L'analyse de contenu a souligné l'importance accordée par les participants à la dimension physique de l'action collective. Dans les journées qui ont succédé la manifestation, de nombreux internautes ont publié les photos des cortèges et exprimé l'enthousiasme et l'émotion générés par leur participation à l'initiative. L'action de terrain se démontre comme une étape encore essentielle pour donner une dimension pleinement politique aux pratiques numériques. Cela s'est produit par la mobilisation de nombreux groupes qui se sont coordonnés en ligne et sur le terrain afin de récolter les fonds, diffuser l'information, organiser les transports et la logistique. Ainsi, à côté des posts politiques et des pouces d'appréciation, figuraient les informations pratiques sur les prix des tickets des autocars, sur le coût de l'essence ou encore sur la récolte des fonds.

Le niveau d'engagement des usagers qui ont participé à l'événement a été très variable. Certains internautes se sont limités à publier des informations et à les diffuser auprès de leurs réseaux de connaissances. D'autres ont voulu adhérer à des initiatives locales, créer des collectifs et disséminer l'action dans les territoires. D'autres encore se sont faits transporter par le mouvement, sur Facebook comme dans la rue.

La construction du cadre contestataire

Le *Peuple des violets* affichait une volonté claire de se démarquer des clivages politiques traditionnels²⁴. La nature anti-politique du projet, revendiquée d'une manière polyphonique dans les échanges des différents d'activistes-usagers et réaffirmée dans le manifeste du mouvement, a contribué à forger l'identité contestataire du collectif²⁵. De l'indignation déclenchée par la décision de la Cour Constitutionnelle, les usagers sont passés progressivement à la formulation de revendications politiques qui ont été construites par le biais des interactions hébergées dans le groupe. En prenant en considération le nombre d'occurrences des mots et des expressions renvoyant aux différentes valeurs défendues par les usagers, nous avons identifié trois catégories de revendications principales. Ces catégories renvoient à des valeurs démocratiques générales : l'idéal de la justice et de la légalité, le droit à la liberté et à l'indépendance de l'information et le droit du citoyen à participer au processus délibératif.

²⁴ Pour marquer leur indépendance, les internautes contestataires choisirent la couleur violette, couleur neutre d'un point de vue politique, comme symbole du mouvement.

²⁵ Le 9 décembre 2009, en commentant un article de la presse portant sur le *NoBDay*, un usager affirme que « Le *Peuple des violets* n'est pas un parti (et il ne le sera jamais), il est un groupe de personnes qui veut simplement la démission de Berlusconi ». Le même refus des appareils politiques est réaffirmé à plusieurs reprises dans de nombreux autres posts et il est défini d'une manière claire dans le manifeste du mouvement où l'on lit que « le temps des bilans est fini et cède le pas au temps de l'élaboration, du projet (mais non du parti que nous ne ferons jamais). Voilà notre nouveau défi » (<https://www.facebook.com/notes/il-popolo-viola/proposta-per-un-manifesto-del-popolo-viola/192256473243>).

L'analyse a relevé également d'autres revendications de nature hétérogène parmi lesquelles une place importante est occupée par les problématiques liées à l'environnement et à la précarisation du travail²⁶.

À travers cette vague mauve, revendiquant l'absence d'un centre et de toute forme d'organisation verticale, nous avons alors entrevu le mécontentement du peuple des précaires, des intérimaires, des étudiants, des enseignants, des trentenaires comme des adolescents.

Il s'agit d'une conscience politique éclatée, composée de différentes âmes qui peuvent adhérer par ailleurs à d'autres mouvements, générationnels, liés au marché du travail ou au système de l'éducation.

Comme dans le cas du *Mouvement 5 étoiles*, fondé dans la même année par le comique-blogueur Beppe Grillo, le *Peuple des violets* a adopté une stratégie de la polarisation où le vieux est opposé au nouveau, la télé au réseau et le parti aux individualités autonomes gravitant dans l'espace numérique. Le mouvement voit, dans la participation au processus de création de l'information, le seul moyen de s'émanciper, de prendre conscience de la réalité politique et d'agir. En effet, les logos, les images et les messages véhiculés par ce mouvement engagent toujours le domaine de l'information.

Le logo du *NoBDay*, une télé violette renfermant Berlusconi, semble suggérer que les contestataires l'ont encerclé et que lui et son principal vecteur de pouvoir, la télévision, sont désormais tombés sous le strict contrôle de la toile. À travers ces symboles, les internautes ont essayé de créer une identité reconnaissable et d'élaborer de nouvelles représentations collectives : le violet comme signe de l'anti-politique, Facebook comme signe de jeunesse et d'une nouvelle approche de la participation politique et l'« anti-berlusconisme » comme cadre contestataire et culturel élargi. Le *Peuple des violets* s'est donc emparé du terrain politique traditionnellement lié à la gauche institutionnelle et l'a transformé en un terrain de luttes citoyennes s'adressant à l'ensemble des sphères du pouvoir.

Ce collectif présente donc une forte résonance avec l'esprit de nombreux mouvements contemporains (tels que les collectifs des *Anonymous*, d'*Occupy Wall Street* ou des *Indignés*) pour lesquels l'idée de la « mobilisation *par* la communication » se fusionne avec l'idée de la « mobilisation *pour* la communication » (Landry, 2013). Détachées des organisations politiques et militantes traditionnelles, les actions de « vigilance » opérées sur l'information officielle (Rosanvallon, 2006), les mises à jours des statuts et la diffusion de contenus citoyens constituent donc presque « une fin en soi »²⁷.

À partir de l'intensification des pratiques info-communicationnelles résistantes gravitant autour du groupe Facebook des promoteurs, ce collectif a donné vie à une seule grande opération contestataire. Cette forme d'action passagère est peut-être due à une volonté précise de ne pas transformer à terme le mouvement en une structure verticale. Les instigateurs du mouvement se sont d'ailleurs toujours auto-définis comme *intelligence collective*, terme qui est devenu désormais le mot passe-partout pour se référer à la philosophie d'Internet. Ce concept constitue également l'esprit de la proposition du manifeste que le *Peuple des violets* a

²⁶ Dans le manifeste du mouvement on lit que « les valeurs qui doivent être posées au centre du débat sont la dignité des personnes, le respect de l'environnement, la reconnaissance du travail, la légalité, le sens critique du savoir, de la connaissance, de l'information et du réseau : pour un pays moderne, vivant, dynamique, et enfin libre du modèle régressif du berlusconisme » <https://www.facebook.com/notes/il-popolo-viola/proposta-per-un-manifesto-del-popolo-viola/192256473243>

²⁷ Eric George, l'un des principaux observateurs de la relation complexe liant Internet à la démocratie, souligne que, dans le réseau, « la participation est alors considérée comme le moyen de développer le sens de l'intérêt public et de la démocratisation des décisions comme une fin en soi » (George, 2008 : 46).

publié sur son site le 9 décembre 2009²⁸. L'analyse de contenu a en effet mis en avant la foi que les activistes-usagers manifestent vers le potentiel d'Internet.

Le réseau, comme ils le définissent le plus souvent dans leurs posts, constitue le moyen privilégié pour se forger un esprit critique et pour participer activement à la vie de la démocratie²⁹. Comme il a été souligné par de nombreuses études sur le sujet (Mossberger, 2009 ; Shelley, 2004 ; van Dijk, 2005), ces internautes ont mis l'accent sur l'importance du concept de « citoyenneté numérique » (*digital citizenship*) censée favoriser la libre formation et la circulation des opinions politiques et garantir la pertinence des contenus avec le vécu des citoyens.

Cependant, l'analyse de cet événement a également montré que ces pratiques apparaissent partiellement encadrées par l'architecture technique (Jouët, 1993). Cette ambivalence de l'outil accentue l'écart qui sépare les idéaux affichés par les contestataires *violets* des pratiques effectives qui ont été encouragées par leur action. Conçu pour favoriser l'instantanéité des échanges et le mouvement permanent des contenus, Facebook ne permet pas de pouvoir suivre un raisonnement, identifier clairement les arguments d'un débat et, donc, d'encourager la réflexion et l'élaboration politique. Malgré le recours intense à l'outil du commentaire, les échanges que nous avons analysé constituent dans la plupart des cas des opérations individuelles de « cadrage » à travers lesquelles les sympathisants rendent manifestes leurs opinions et leur adhésion au projet (Benford et Snow, 2000).

Les tensions entre *la* politique et *le* politique, mais aussi entre l'engagement politique de long terme et la participation du click demeurent irrésolues. L'enquête a en effet mis en exergue une contradiction interne aux nouvelles formes de mobilisation dont les activistes semblent avoir parfaitement conscience. Le débat autour de la forme que le mouvement aurait dû assumer et de l'influence qu'il était censé avoir sur la sphère politique a revêtu une dimension centrale dans les échanges sur Facebook. Un usager affirme que le « *Peuple des violets* est déjà politique à partir du moment où il s'intéresse aux problèmes de la cité »³⁰. D'autres internautes affichent des préoccupations quant aux opérations d'instrumentalisation politique que le mouvement aurait pu subir. Une minorité essaie tout de même de démontrer que la posture extra-politique implique une forme de renoncement à la poursuite des revendications formulées par le groupe.

Au final, la décentralisation, l'individualisation et la fluidité ont été préférées à l'ordre, à l'organisation et à la coordination des ressources citoyennes vers un projet politique défini.

Cette plateforme a néanmoins offert une corniche pour la création d'un cadre contestataire qui a permis de mettre des mots et des actes sur un sentiment de mécontentement qui, jusque là, était dilué dans une myriade d'espaces privatifs et publics. Dans cette perspective, les actions menées dans l'espace virtuel ne sont pas orientées par des aspects de nature technique mais plutôt par les représentations sociales de l'outil qui se sont avérées fondamentales pour pouvoir convertir la pratique narcissique de Facebook en une pratique engagée.

²⁸ Le manifeste peut être consulté à la page <https://it-it.facebook.com/notes/il-popolo-viola/proposta-per-un-manifesto-del-popolo-viola/192256473243> (dernière consultation 07/07/2014).

²⁹ En proposant un bilan sur l'initiative menée par le mouvement, le 9 décembre 2009 un usager écrit « nous avons démontré qu'Internet peut constituer un outil efficace de démocratie directe, beaucoup plus que les formes de participation traditionnelle au sein des partis » (<https://www.facebook.com/popviola>).

³⁰ Post publié le 8 décembre 2009 sur le groupe Facebook du *Peuple des violets* (<https://www.facebook.com/popviola>).

Toutefois, passée la vague du *NoBerlusconiDay*, cette communauté active et hétéroclite apparaît simplement comme un réseau d'intelligences sans parti.

Vices et vertus de la mobilisation numérique

L'enquête italienne nous a permis de décrire le processus de mobilisation en ligne et le rôle revêtu par les pratiques numériques dans la constitution du sujet contestataire.

La première étape de la mobilisation semble donc être constituée par la création d'un « espace informationnel oppositionnel » qui, dans le cas de notre enquête, constitue un « espace temporaire de contestation ». Cet environnement s'est construit par le biais de l'intensification des pratiques info-communicationnelles autour d'un thème issu de l'actualité politique. C'est alors par le biais du contrôle que cet espace exerce sur les discours médiatiques et politiques dominants que les individus arrivent à partager un cadre contestataire et à construire une nouvelle identité collective. Ce sujet politique n'existe donc pas en dehors de ce qui est produit et échangé dans l' « espace oppositionnel ». Ainsi, au lieu d'un groupe social pré-défini et ayant instauré des relations préalables dans l'espace physique, ce sont les activités de création et d'échange de l'information qui vont contribuer à délimiter l'identité contestataire.

Or, cet espace, initialement restreint, s'élargit par le biais de l'activation de pratiques info-communicationnelles visant à la diffusion des contenus dans d'autres sphères numériques. Le cheminement de l'information est donc fondamental pour l'élargissement de la communauté d'activistes et pour son impact dans l'espace public. La communauté numérique ainsi constituée pourra se structurer dans des groupes thématiques et locaux et mener des actions collectives sur le terrain.

Tout en encourageant un processus de participation politique par le bas, ce nouveau modèle de la mobilisation numérique présente néanmoins également des points problématiques. Tout d'abord, la création d'un « espace public oppositionnel » (Negt, 2007) n'amointrit pas forcément l'influence que d'autres espaces, plus hégémoniques, continuent d'exercer sur la formation de l'opinion publique³¹ (Miège, 2000). Ensuite, malgré son potentiel d'ouverture du débat public, Internet est en grande partie façonné par une logique marchande (Bouquillion et Matthews, 2010 ; Flichy, 2008). La diffusion virale de l'information et la manière frénétique dont les internautes ont adhéré à l'initiative en affichant le logo du *NoBDay* dans leur image de profil nous rappelle en un sens les mécanismes de l'effet de mode plutôt qu'une démarche politisée et raisonnée. L'idéal de la participation horizontale dans la construction de la proposition politique s'avère donc fortement affaibli par l'intériorisation d'automatismes propres à la sphère marchande de la part des usagers. La plupart des usagers qui ont animé le groupe Facebook s'en sont éloignés progressivement une fois terminé l'événement. En empruntant le concept de Zygmunt Bauman, ce mode d'engagement passager semblerait correspondre à une forme de politisation *liquide* (Bauman, 2006). La vitesse à laquelle se produisent les interactions et les échanges des contenus dans l'environnement numérique pourrait donc constituer une entrave au processus d'émancipation des acteurs. La sphère contestataire ne semble donc pas échapper à cette métamorphose de la société, ce qui expliquerait finalement le faible ancrage idéologique, l'extrême variété et la courte existence de nombreuses initiatives protestataires.

D'autres limites émergent au niveau des conditions d'accès et de participation au débat sur Internet. Malgré l'émergence de dynamiques de démocratisation de la prise de parole politique, les conditions de participation au débat public en ligne restent néanmoins liées à la maîtrise des outils informatiques et aux compétences discursives et communicationnelles des

³¹ Comme Bernard Miège l'a souligné, en dehors des médias, l'éducation, l'économie globale, le marché du travail et l'ordre social dans son ensemble contribuent à façonner l'espace public (Miège, 2000).

usagers. Différents travaux, s'interrogeant sur le rapport entre le web, l'information et la démocratie, soulignent qu'Internet a tendance à améliorer le niveau d'information des acteurs les plus politisés sans élargir significativement le spectre des internautes intéressés par la politique (Vedel, 2006 : 53). Ce constat pourrait suffire en soi à plaquer les enthousiasmes faciles qui se sont générés autour du potentiel participatif d'Internet.

Si les transformations que nous avons identifiées n'impliquent pas la conversion des modèles d'organisation hiérarchiques en des systèmes de coordination et de délibération parfaitement horizontaux et égalitaires, elles semblent néanmoins être le signe d'un processus de mutation dont l'issue sur le long terme reste, toutefois, encore incertaine.

Conclusion

L'idée que la contestation du système du pouvoir passe à travers la construction d'un espace informationnel qui se superpose à l'ordre symbolique dominant a été totalement intégrée par les nouveaux militants. Cette démarche s'inscrit non seulement dans la lignée des pensées critiques visant à actualiser le concept gramscien d'hégémonie mais elle reflète aussi parfaitement le paradigme critique d'Habermas. Pour le premier courant, l'hégémonie représente une forme de pouvoir qui ne correspond pas à la simple domination mais qui est augmenté par l'exercice de la « direction intellectuelle et morale » (Arrighi, 1994 : 49-51). Cet élargissement des sphères d'action du pouvoir impose à la critique sociale l'adoption d'une forme de réactivité qui s'exerce avant tout sur le plan symbolique. La théorie critique d'Habermas élabore et systématise cette mutation concomitante du pouvoir et du contexte de la critique. En effet, le philosophe allemand affirme que l'une des conséquences les plus inquiétantes engendrées par les transformations de la modernité correspond à l'accentuation d'une forme d' « aliénation politique ». Afin de contrer l'avancée de ce phénomène, les activistes ont donc opéré un passage des lieux traditionnellement voués au combat social à la sphère info-communicationnelle. Ce déplacement semble pouvoir favoriser la reconstitution des tissus symboliques du « monde vécu » précisément à travers des expériences de vie, des échanges et des récits qui deviennent, non seulement une manière de construire des ressources collectives, mais également une façon de politiser son propre regard sur la réalité.

Si l'influence croissante exercée par l'État et le marché sur la vie des citoyens a provoqué un affaiblissement de l'espace public et de sa marge de manœuvre (Habermas, 1992), le processus de formation de l'opinion publique continue à manifester une certaine indépendance vis-à-vis des organisations (Habermas, 1987 : 354).

Le mouvement italien affiche précisément cette volonté : l'acte de défier le flux informationnel officiel acquiert en soi une dimension critique. Or, c'est par le biais des pratiques qui se développent dans l'espace oppositionnel que ces mouvements, toujours ancrés dans leurs contextes politiques et sociaux, essaient de justifier leur « grandeur » pour pouvoir ensuite agir dans la *cité*³².

En ce sens, les pratiques info-communicationnelles n'ont pas uniquement une finalité stratégique vouée à recruter de nouveaux adhérents³³ mais relèvent d'une culture et d'une pratique de l'engagement nouvelles. Au lieu d'un univers pré-établi sur lequel le militant doit s'aligner (Snow et Benford, 1992), le cadre contestataire est donc conçu comme un terrain évolutif que les pratiques numériques contribuent constamment à définir.

³² La contestation de l'ordre social s'effectue à travers l'activation de principes de justice qui sont négociés à l'intérieur des mouvements et qui les amènent à mesurer leur propre « grandeur » (Boltanski, 2009).

³³ Limite observable dans les travaux de Snow et Benford (Snow et Benford, 1992).

Dans une logique proche de celle de l'entreprise postfordiste, l'action est ici orientée au développement de projets et axée sur les performances individuelles (Boltanski et Chiapello, 1999). Ce nouveau modèle de la mobilisation numérique comporte toutefois des risques de démobilitation précoce qui peuvent généralement être limités par une organisation structurée et gérée par des professionnels.

L'enquête a également montré que l'utilisation d'Internet n'implique pas le renoncement à l'action de terrain. Au contraire, cette dernière est spéculaire à l'action numérique et demeure essentielle pour donner une dimension pleinement politique aux pratiques résistantes qui se développent dans l'espace télématique. Ainsi, malgré les limites que nous avons évoqué, les mouvements numériques ont démontré une capacité à élaborer des représentations collectives fortes auxquelles ont adhéré de nombreuses consciences qui, jusque là, étaient condamnées à rester muettes ou non entendues.

Bibliographie

- Arrighi G., 1994, *The Long Twentieth Century*, Londres, Verso, New Left Books.
- Bauman Z., 2013, *La vie Liquide*, Arthème Fayard/Pluriel.
- Benford R. D. et Snow D. A., 2000, « Framing processes and social movements : an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, 611-639.
- Benford R. D. et Snow D. A., 1992, « Master frames and cycles of protest », 133-155, in : Morris A. D., McClurg Mueller C., dir., *Frontiers in social movement theory*, New Haven, University of Yale Press.
- Bennett W. L. et Segerberg A., 2012, « The logic of connective action », *Information, Communication & Society*, vol. 15 n°5, 739-768.
- Bey H., 2002, *TAZ : Zone autonome temporaire*, Paris, l'Éclat.
- Boltanski L., 2009, *De la critique, précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
- Boltanski L. et Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Breton P. et Proulx S., 2006, *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris, La Découverte.
- Burnett, G. et Jaeger, P. R., 2008, « Small worlds, lifeworlds, and information: the ramifications of the information behaviour of social groups in public policy and the public sphere », *Information Research*, 13(2) paper 346.
- Cardon D. et Granjon F., 2003, « Mouvement altermondialiste et militantisme informationnel », communication au quatrième congrès de l'AoIR, Toronto, octobre 2003.
- Cardon D. et Granjon F., 2010, *Médiactivistes*, Paris, Presse de Science Po.
- Cardon D., 2010, *La Démocratie Internet, Promesses et Limites*, Paris, Seuil.
- Cardon D., 2013, « La participation en ligne », *Idées économiques et sociales*, vol. 3, n° 173, 33-42.
- Castells M., 2009, *Communication Power*, Oxford, Oxford University Press.
- Chatman E. A., 1996, « The impoverished life-world of outsiders », *JASIS*, vol. 47, n° 3, 193-206.
- Chatman E. A., 1992, *The information world of retired women*, Westport, CT, Greenwood Press.
- Chaudiron S. et Ihadjadene M., 2010, « De la recherche de l'information aux pratiques informationnelles », *Études de communication*, [En ligne], n°35, mis en ligne le 01 décembre 2012, GERiiCO, Université Lille 3.
- Dahlgren P., 2009, *Media and Political engagement, Citizens, communication and democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Della Porta D. et Diani M., 1999, *Social Movements and Organizational Form, Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell Publishers.
- Dervin B., 1983, « An overview of sense-making concepts, methods and result to dates », Paper presented at International Communication Association Annual Meeting, May, Dallas.
- Flichy P., 2008, « Internet, un outil de la démocratie ? », *La Vie des idées*, 14 janvier 2008.
- George É., 2008, « De la complexité des relations entre démocratie et TIC », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 21, n° 1, 38-51.
- George É., 2003, « Les usages militants d'Internet », *Communication* [En ligne], Vol. 22/2, mis en ligne le 19 décembre 2013.
- Giddens A., 1994, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- Granjon F., 2001, *L'Internet militant, Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Editions Apogée.
- Granjon F., 2012, *Reconnaissance et usages d'internet. Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée*, Paris, Presses des Mines.
- Habermas J., 1992, « L'espace public, 30 ans après », in : *Quaderni*, n°18, 161-191.
- Habermas J., 1987, *Théorie de l'agir communicationnel, pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Tome II, Paris, Fayard.
- Honneth A., 2000, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Éditions du Cerf.
- Ihadjadene M. et Favier L., 2009, « Pratiques informationnelles et pauvreté », in : Kiyindou dir *Fractures, mutations, fragmentations. De la diversité des cultures numériques*, Hermès, Lavoisier, 45-63.
- Ihadjadene M., 2009, « La dimension humaine de la recherche d'information : pour une épistémologie des pratiques informationnelles », Habilitation à diriger des recherches en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris Ouest Nanterre.
- Ion J., 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Jouët J., 1993, « Pratiques de communication et figures de la médiation », in *Réseaux*, vol. 11, n°60, 99-120.
- Landry N., 2013, *Droits et enjeux de la communication*, Presses université du Quebec.
- Mathieu L., 2011, *La démocratie protestataire : mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Presses de Science Po.
- Mauger, G., 2003, « Pour une politique réflexive du mouvement social », in : Cours-Salies P., Vakaloulis M., dir., *Les mobilisations collectives : une controverse sociologique*, Paris, PUF.
- McAdam D., Tarrow S. et Tilly C., 2001, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press.
- McCarthy J.D. et Zald M., 1977, « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1212-1241.
- Melucci A., 1996, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Miège B., 2010, *L'Espace Public Contemporain*, Grenoble, PUG.
- Miège B., 2000, *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel*, Grenoble, PUG.
- Monnoyer-Smith L., 2011, *Communication et délibération. Enjeux technologiques et mutations citoyennes*, Paris, Lavoisier / Hermès science.
- Mossberger K., 2009, « Toward digital citizenship », in Chadwick A. et Howard P. N., dir., *Handbook of Internet politics*, New York, Routledge, 173-185.
- Negt O., 2007, *L'espace public oppositionnel, l'expérience plébéienne, une histoire discontinue de la liberté politique*, Paris, Payot.
- Neveu Erik., 1999, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, n° 98, 17-85.
- Offe C., 1985, « The New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional

- Politics », *Social Research*, n° 52, S, 251-272.
- Péchu C., 2006, « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », in *Travaux de science politique de l'Université de Lausanne*, n° 24, 3-51.
- Rancière J., 1998, *Aux bords du politique*, Paris, Essais Folio, Gallimard.
- Rosa H., 2010, *Accélération, une critique sociale du temps*, Paris, Découverte.
- Rosanvallon P., 2006, *La contre-démocratie, La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.
- Shelley M., Thrane L., Shulman, S., Lang, E., Beisser, S., Larson, T. et alii., 2004, « Digital citizenship: Parameters of the digital divide », *Social Science Computer Review*, vol. 22 n°2, 256-269.
- Tarrow S. et Tilly C., 2008, *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*, Paris, SciencePo Les Presses.
- Tarrow S. et Klandermans B., 1988, « Mobilization into Social Movements: Synthesizing European and American Approaches », in : Klandermans B., dir., « From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures », *International Social Movement Research*, Greenwich, JAI Press, pp. 1-38.
- Tilly C., 1976, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Mass., Addison-Wesley.
- van Dijk J. A. G. M., 2005, *The deepening divide : Inequality in the information society*, Thousand Oaks, Calif., Sage Pub.
- Vedel T., 2006, « La révolution ne sera plus télévisée. Internet, information et démocratie », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°119, « La démocratie sous contrôle médiatique », novembre 2006, 41-54.
- Voirol O., 2014, « D'un paradigme à l'autre » Sur quelques glissements théoriques dans l'étude de la communication sociale », *Réseaux*, 2014/2 n° 184-185, 247-278.
- Weber M., 1948, *From Max Weber, essays in sociology*, Londres, Routledge & Kegan.**